



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE
DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

Installations classées pour la protection de l'environnement

Mise en demeure

ARRETE

DIDD - 2013 - n° 325

Société COURANT Frères
lieu-dit « La Grande Chauvière »
sur les communes de Chalonnes-sur-Loire
et de Saint-Laurent-de-la-Plaine

Le préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N° D1 - 75 - n°155 délivré le 16 décembre 1975 à la Société COURANT Frères pour l'exploitation d'installations de concassage et criblage de matériaux issus de l'exploitation de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N° D3 - 96 - n°31 délivré le 12 janvier 1996 à la Société COURANT Frères pour l'exploitation d'une carrière sur les communes de Chalonnes-sur-Loire et de Saint-Laurent-de-la-Plaine ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 6 septembre 2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2510.1 : Exploitation de carrières ;

Considérant que lors de la visite en date du 02 juillet 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- à l'Est/Sud-Est, l'emprise d'extraction sort du périmètre autorisé notamment au niveau des parcelles 871, 872 et 1165 de la section G du plan cadastral de la commune de Chalonnes-sur-Loire et sur les parcelles 2512, 2514 et 2539 de la section OB du plan cadastral de la commune de Saint-Laurent-de-la-Plaine (surface estimée de l'ordre de 7000 m² et profondeur d'environ 13 m).

- la déviation du ruisseau d'Armangé n'est pas réalisée dans les conditions prévues par l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation. En particulier, au Sud-Est, sur les parcelles 2512, 2514 et 2539 de la commune de Saint-Laurent-de-La-Plaine, la dérivation est effectuée en dehors de l'emprise autorisée.

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 02 juillet 2013 au niveau des secteurs non autorisés des parcelles 871, 872 et 1165 de la section G du plan cadastral de la commune de Chalonnes-sur-Loire et sur les parcelles 2512, 2514 et 2539 de la section OB du plan cadastral de la commune de Saint-Laurent-de-la-Plaine – qui relève du régime de l'autorisation est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement.

Considérant que la déviation du ruisseau d'Armangé dans des conditions différentes de celles prévues par l'étude d'impact constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1996 susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société COURANT Frères de régulariser sa situation administrative pour ce qui concerne l'installation sur les terrains susmentionnés ;

Considérant que face au manquement relatif au respect des dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1996 susvisé, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société COURANT Frères de respecter les dispositions de cet article, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la poursuite de l'extraction de matériaux en dehors des limites de l'autorisation serait de nature à créer des risques ou atteintes à l'environnement non estimés, et qu'ils ne peuvent donc pas faire l'objet de mesures préventives ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire

ARRETE

Article 1 - La société COURANT Frères exploitant une installation d'extraction de matériaux (carrière) sise au lieu-dit « La Grande Chauvière » sur les communes de Chalonnes-sur-Loire et de Saint-Laurent-de-la-Plaine est, pour ce qui concerne les secteurs non autorisés des parcelles 871, 872 et 1165 de la section G du plan cadastral de la commune de Chalonnes-sur-Loire et sur les parcelles 2512, 2514 et 2539 de la section OB du plan cadastral de la commune de Saint-Laurent-de-la-Plaine, mise en demeure de :

- cesser immédiatement l'exploitation des terrains à l'extérieur du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1996 susvisé ;
- régulariser la situation des terrains exploités illégalement par le dépôt en préfecture, dans un délai de 3 mois :
 - soit d'un dossier de demande d'autorisation concernant ces terrains ;
 - soit d'un dossier de cessation d'activité et de remise en état de ces terrains ;

- régulariser la situation de la déviation du cours d'eau par le dépôt en préfecture, dans un délai de 3 mois :
 - soit d'un dossier de demande de modification du tracé du ruisseau dévié ;
 - soit d'un dossier décrivant les travaux et les délais de remise en conformité du tracé à l'autorisation existante.

Article 2 - L'exploitant assure la sécurité des terrains exploités illégalement jusqu'à ce qu'ils soient remis en état ou inclus dans une autorisation d'exploitation.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 - Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois aux mairies de Chalonnes-sur-Loire et de Saint-Laurent-de-la-Plaine, et ensuite conservée dans les archives. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires et envoyé à la préfecture, direction de l'interministérialité et du développement durable, bureau des ICPE et de la protection du patrimoine.

Article 6 - La Secrétaire Générale de la Préfecture, les maires de Chalonnes-sur-Loire et de Saint-Laurent-de-la-Plaine, le commandant du groupement départemental de gendarmerie et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Angers, le **16 OCT. 2013**

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la préfecture



Elodie DEGIOVANNI

